



## JUSTICE & DROITS

GÉRARD LÉVESQUE



*Le 24 mai prochain sera le premier anniversaire de l'assermentation des membres du cabinet du premier gouvernement néo-démocrate de l'histoire de l'Alberta. Porté au pouvoir par un électorat dont une partie croyait au message d'égalité et de justice du NPD et l'autre partie, sans allégeance au NPD, voulait mettre fin au règne du parti conservateur, le nouveau gouvernement a-t-il reçu de la haute fonction publique la collaboration si nécessaire à la gestion de l'état?*

De 1996 à 1999, Glen Clark a été premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique. Dans une conversation tenue en mai 2015 avec le journaliste Gary Mason, du Globe and Mail, il a anticipé ainsi la situation qu'allait vivre le gouvernement dirigé par Rachel Notley :

"They will inherit a bureaucracy that almost certainly will have gone stale... "With one party in power for 40 years you have learned to have one perspective on your world view. [Bureaucrats are] not bad people it's just that they haven't thought about an alternative world view... Because there has been one party rule there will be problems. ... The bureaucracy won't want to help because it has been complicit, and I don't mean to make them sound nefarious, but they have been part of working with government to paper over issues that have arisen over the years."

Lors de l'entrée en fonction d'un ministre, les hauts fonctionnaires donnent au nouveau titulaire des renseignements concis. Pour cela, ils élaborent un cahier de briefing, préparé selon des matrices établies et dont le cadre est le même pour chacune des directions générales. Ce cahier y présente son mandat ainsi que son organigramme et y résume chacun de ses dossiers chauds. Ces documents comprennent des synthèses, des propositions, des suggestions et des recommandations soumises au nouveau ministre.

Je serais surpris d'apprendre que les préoccupations des Franco-Albertains aient fait l'objet de mention dans les cahiers de briefing. Considérons trois exemples : affaires intergouvernementales, éducation et justice.

La première ministre Rachel Notley a la responsabilité ministérielle pour les affaires intergouvernementales. Le sous-ministre responsable de nos relations avec les autres gouvernements a-t-il sensibilisé la première ministre au fait qu'au cours des dernières années du règne conservateur, les ministres albertains refusaient de signer la version française des ententes Canada-Alberta ? A-t-il plutôt attendu que les médias découvrent ce mépris de la langue française dont le gouvernement Harper s'était fait le complice?

Le 2 décembre 2014, dans le

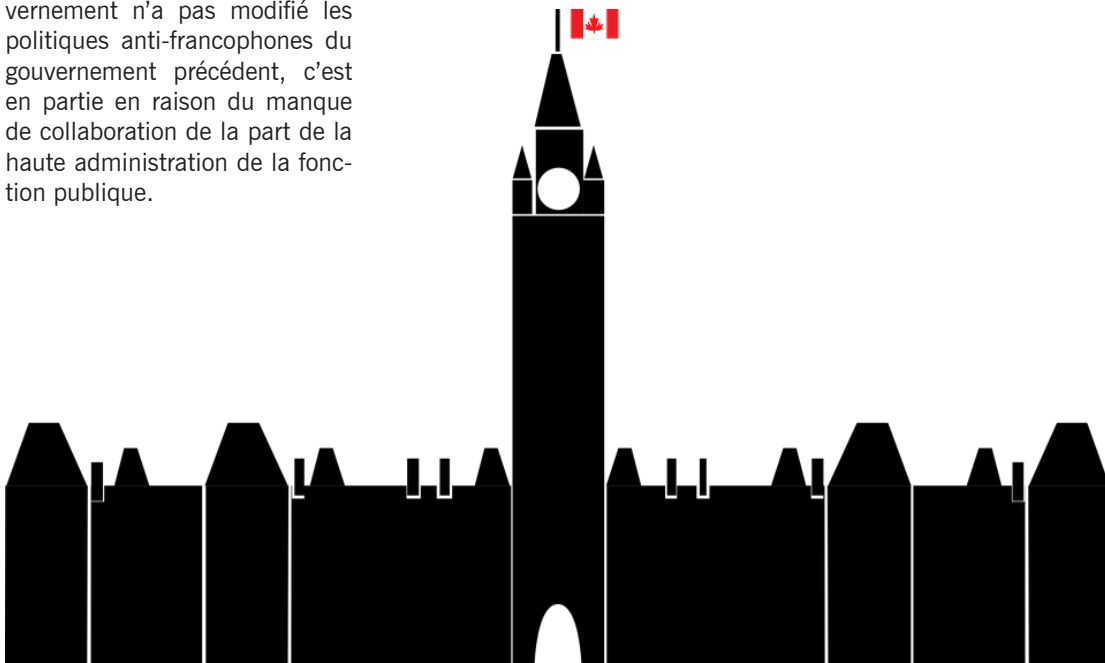
dossier de l'Association des parents de l'école Rose-des-vents, la Colombie-Britannique, appuyée notamment par l'Alberta, plaiderait en Cour suprême du Canada que les francophones en situation minoritaire n'avaient pas droit à des écoles équivalentes à celles de la majorité linguistique. Le 24 avril 2015, le plus haut tribunal du pays rejetait cette position. Les fonctionnaires du ministère de l'Éducation ont-ils sensibilisé le ministre David Eggen à l'urgence de considérer, en collaboration avec les conseils scolaires franco-albertains, la situation des écoles francophones qui ne bénéficient pas d'établissements équivalents à ceux de la majorité? Ont-ils plutôt attendu que le président du Conseil de l'École Joseph-Moreau, à Edmonton, rende publique la possibilité d'instaurer un recours juridique pour faire valoir les droits de la francophonie albertaine?

Dès son entrée en fonction, la ministre de la Justice Kathleen Ganley a-t-elle été informée par ses fonctionnaires que les directives albertaines pour la préparation des transcriptions judiciaires traitent le français comme une langue étrangère? Que, sans consultation avec les principaux intéressés et en contradiction avec la jurisprudence de la Cour suprême du Canada, un règlement a été adopté par le gouvernement précédent afin que francophones et francophiles soient contraints de renoncer à l'utilisation du français dans les causes de conventions au Code de la route? Ont-ils plutôt attendu que des justiciables comme Patrick Pelletier et Joey Couture dénoncent dans les médias le machiavélique règlement 158/2013?

# L'EX PREMIER MINISTRE NÉO-DÉMOCRATE GLEN CLARK AVAIT RAISON!



J'estime que l'ex premier ministre Glen Clark avait vu juste. Si, dans sa première année d'exercice du pouvoir, le gouvernement n'a pas modifié les politiques anti-francophones du gouvernement précédent, c'est en partie en raison du manque de collaboration de la part de la haute administration de la fonction publique.



### OFFRE D'EMPLOI (Sherwood Park)

L'école élémentaire Campbelltown recherche un enseignant d'immersion française pour l'année scolaire 2016-2017 :

- 1.0 FTE contrat probatoire pour toute l'année scolaire. Toutes les matières sauf la musique.

La date limite de réception des candidatures est le 16 mai à midi.

Si vous désirez postuler et recevoir de plus amples informations, veuillez consulter le site Web : <http://www.eips.ca/> dans la section carrière.



### OFFRE D'EMPLOI (Sherwood Park)

L'école élémentaire Campbelltown recherche pour l'année scolaire 2016-2017 :

- un/une conseiller (ère) pédagogique contrat probatoire à 0.6 FTE. Ce poste peut devenir un poste à 1 FTE soit, 0.6 FTE conseiller(ère) pédagogique et 0.4 FTE enseignement. De l'expérience avec des élèves ayant des difficultés émotionnelles et comportementales sont des atouts :

La date limite de réception des candidatures est le 18 mai à midi.

Si vous désirez postuler et recevoir de plus amples informations, veuillez consulter le site Web : <http://www.eips.ca/> dans la section carrière.